

**Débat général : Corriger les inégalités pour assurer à tous dignité et bien-être**

Monsieur le Président de l'Union interparlementaire,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Les Objectifs de Développement Durable ont été établis par les Nations Unies pour prolonger et élargir les Objectifs du Millénaire, en ce qu'ils débordent de l'agenda social au sens strict et mettent en avant la relation entre la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. C'est un regard global qui permet de comprendre que les inégalités, quelles que soient leurs racines, sont certes injustes mais aussi une source de conflits et d'instabilité. Aussi, au travers des Objectifs de Développement Durable, les Nations Unies lancent-elles un appel à tous les pays, aux organes de gouvernement respectifs et, bien évidemment, aux parlements, afin que soient mises en œuvre les mesures nécessaires pour réduire les inégalités, *dans* les pays et *entre* les pays.

Je tiens à ce stade à féliciter l'Union Interparlementaire et le Comité préparatoire de la présente assemblée d'avoir choisi ce thème. Je suis convaincu que le débat de ces journées nous permettra de partager des expériences et de réfléchir sur le rôle que jouent les parlements en termes de construction de sociétés plus égalitaires et, en définitive, de sociétés plus justes.

Tout d'abord, je tiens à souligner que, lorsque nous parlons d'égalité ou d'inégalité, nous faisons essentiellement allusion à l'égalité des chances, aux chances dont on bénéficie ou dont on manque selon son origine ou sa condition. Car nous le savons, nous sommes tous différents et la diversité fait partie de la richesse du monde. Nous ne voulons pas de sociétés ou de pays uniformes. Et puis, au-delà des différences, nous estimons que la dignité de chacun est un principe auquel on ne saurait renoncer ; le bien-être, un droit universel.

Dans cette perspective, davantage qu'un but, l'égalité est perçue comme l'ensemble d'outils qui nous accompagnent au fil de notre développement personnel et social. Un de ces outils est évidemment l'éducation.

Dans un entretien avec un quotidien espagnol quelques mois avant sa mort, Zygmunt Bauman rappelait un enseignement de la sagesse chinoise : « Si tu penses à l'année prochaine, plante du maïs. Si tu penses à la décennie prochaine, plante un arbre. Mais si tu penses au siècle prochain, éduque les gens ».

L'éducation est primordiale en matière de formation de citoyens responsables et réfléchis ; c'est par conséquent une condition nécessaire à la démocratie. L'éducation est tout aussi primordiale en matière de formation de futurs professionnels, qui, en plus d'être compétitifs, apportent à leur travail d'autres valeurs comme la durabilité ou l'équité.

Nous autres, responsables politiques, avons donc le devoir de garantir l'accès de tous les citoyens à un système d'éducation public, universel et de qualité. En Andorre, nous sommes tout particulièrement fiers de notre modèle éducatif, car nous avons trois systèmes: l'andorran, le français et l'espagnol, qui permettent aux familles de choisir celui répondant le mieux à leurs attentes, et qui, dans tous les cas, assurent une solide formation à leurs élèves.

Au-delà de l'éducation, l'égalité suppose aussi d'avoir accès à des lieux, des institutions et des services sans subir de discrimination pour une quelconque raison ou condition personnelle ou sociale. Quoiqu'il en soit, des déclarations de principes mises à part, il n'est pas toujours facile de détecter les sources d'inégalité dans son propre pays.

À la fin de la dernière législature, et plus précisément le 15 janvier 2015, le Consell General –le Parlement d'Andorre- a décidé de créer un Livre Blanc de l'égalité afin, justement, de détecter les situations d'inégalité à l'œuvre dans le pays et de proposer des politiques correctrices. Cette décision, je dois le dire, n'était pas issue du néant mais d'une suite de réunions au cours desquelles avaient été examinées, entre autres, les recommandations que l'UIP en relation avec les parlements sensibles à la question du genre.

Mais la réflexion, dans un premier temps exclusivement consacrée à cette question, a très vite été élargie. Également parce qu'à l'époque nous travaillions à une loi contre la violence qui mettait l'accent sur la prévention ; ceci permit de constater que, si l'on voulait prévenir la violence, il fallait combattre non seulement la discrimination entre les sexes, mais encore toutes les formes de discrimination.

À présent, après plusieurs mois de travaux auxquels a pris part le Parlement, le Gouvernement et les entités représentatives des collectifs les plus vulnérables de la société, le Livre Blanc de l'Égalité de la Principauté d'Andorre est fort avancé. En fait, nous prévoyons de le présenter publiquement en juin prochain.

Quelques mesures ont commencé à prendre forme sur cette base, notamment l'élaboration, suivie de l'approbation et de la mise en œuvre d'une loi sur l'égalité, ou encore la création d'un observatoire de l'égalité chargé de recueillir des statistiques sur les collectifs vulnérables : femmes, jeunes, personnes âgées, personnes handicapées, migrants ou collectif LGTB.

Du travail effectué jusqu'ici, il ressort qu'il faudra mettre l'accent sur différents domaines, et depuis différentes perspectives, pour combattre efficacement la discrimination : par la sensibilisation, la formation, l'éducation et la communication.

En ce qui a trait aux inégalités *entre* pays, il est évident qu'il nous faut renforcer la solidarité et la coopération internationales. Avec plus d'ouverture économique, plus de droit, plus de régulation pour éviter les abus du marché et la corruption. Un petit pays comme l'Andorre peut y contribuer dans la mesure de ses possibilités, mais son engagement envers un monde plus juste n'en est pas moins important.

La participation à des forums internationaux tels que l'UIP se veut une preuve de cet engagement. Nous avons aujourd'hui l'opportunité de lancer un appel à d'autres pays, et plus spécialement aux grandes puissances mondiales qui disposent davantage de ressources à tous points de vue –humaines, matérielles et diplomatiques-, pour relever tous ensemble les grands défis, humanitaires et environnementaux, que nous devons affronter.

Les temps, certes, ne sont pas simples et nous courons le risque de nous replier, de nous refermer sur nous-mêmes. Sachons faire preuve de courage et de générosité. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à construire un monde meilleur pour les futures générations.

Je vous remercie de votre attention.